

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE**

DIRECTION DE LA DETTE ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité - Travail

=====

RAPPORT DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2018

Août 2020

Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	iv
PREFACE	v
CHIFFRES CLES.....	vi
Environnement économique international.....	vii
Environnement économique national.....	viii
Introduction.....	ix
I- NOUVEAUX ENGAGEMENTS	2
II- DECAISSEMENTS.....	2
III- SERVICE DE LA DETTE 2018	4
IV- ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	9
V- REGLEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE	16
VI- ANALYSE DES COUTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE	17
VII. PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX	19
CONCLUSION.....	20
ANNEXES.....	23

SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigles	Abréviations
BEAC	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
BADEA	Banque Arabe de Développement Economique en Afrique
BTA	Bons du Trésor Assimilables
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
DDPE	Direction de la Dette et du Portefeuille de l’Etat
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GABAC	Groupe d’Action pour le Blanchiment en Afrique Centrale
FMI	Fonds Monétaire International
IDA	Association Internationale pour le Développement
IPPTE	Initiatives envers les Pays Pauvres Très Endettés
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	Produit Intérieur Brut
RCA	République Centrafricaine
SVT	Spécialistes en Valeur du Trésor

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : DÉCAISSEMENTS 2018	2
TABLEAU 2 : ÉVOLUTION DES DÉCAISSEMENTS PAR CATÉGORIE DES CRÉANCIERS 2016 À 2018.....	3
TABLEAU 3 : SITUATION DU SERVICE DE LA DETTE DE 2016 A 2018	5
TABLEAU 4 : EVOLUTION DES RATIOS DU SERVICE DE LA DETTE.....	6
TABLEAU 5 : RÉPARTITION DU SERVICE DE LA DETTE PAR CATÉGORIES DE CRÉANCIERS	6
TABLEAU 6 : EVOLUTION DU PRINCIPAL DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2016 À 2018	7
TABLEAU 7 : EVOLUTION DES INTÉRÊTS DE LA DETTE PUBLIQUE	9
TABLEAU 8 : EVOLUTION DU TAUX D'ENDETTEMENT	10
TABLEAU 9 : ENCOURS HORS ARRIÉRÉS DE LA DETTE PUBLIQUE 2016-2018.....	11
TABLEAU 10 : SITUATION DE L'ENCOURS AVEC ARRIÉRÉS DU PRINCIPAL	12
TABLEAU 11 : STRUCTURE DE LA DETTE PAR CATEGORIE DE CREANCIERS	13
TABLEAU 12 : ARRIÉRÉS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	14
TABLEAU 13 : STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR DEVISES	15
TABLEAU 14 : STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE.....	15
TABLEAU 15 : RÈGLEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	17
TABLEAU 16 : TERMES INDICATIFS DE FINANCEMENT	18
TABLEAU 17 : ANALYSE DE RISQUES LIÉS AU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE	19

LISTE DES GRAPHIQUES

FIGURE 1 : PART DES DECAISSEMENTS INTERIEURS ET EXTERIEURS	3
FIGURE 2 : EVOLUTION DES DÉCAISSEMENTS PAR CATÉGORIES DE CRÉANCIERS	4
FIGURE 3 : SITUATION DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE 2016 – 2018	5
FIGURE 4 : EVOLUTION DES RATIOS DU SERVICE DE LA DETTE EN 2018	6
FIGURE 5 : RÉPARTITION DU SERVICE DE LA DETTE	7
FIGURE 6 : EVOLUTION DU PRINCIPAL DE LA DETTE PUBLIQUE	8
FIGURE 7 : EVOLUTION DES INTÉRÊTS DE LA DETTE PUBLIQUE	9
FIGURE 8 : EVOLUTION DU TAUX D'ENDETTEMENT PUBLIC	10
FIGURE 9 : ENCOURS HORS ARRIÉRÉS DE LA DETTE PUBLIQUE	11
FIGURE 10 SITUATION DE L'ENCOURS AVEC ARRIÉRÉS	12
FIGURE 11 : STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATÉGORIE DE CRÉANCIERS	13
FIGURE 12 : ARRIÉRÉS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	14
FIGURE 13 : STRUCTURE DES DEVISES DE LA DETTE PUBLIQUE	15
FIGURE 14 : STRUCTURE DU PORTEFEUILLE PAR TAUX D'INTERET	16
FIGURE 15 : RÈGLEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE CENTRAFRICAINE	17

PREFACE

La dette publique est l'ensemble des engagements financiers de l'Etat à une date déterminée. Elle est le résultat des flux de ressources empruntées et remboursées. Certains engagements de la dette sont directement signés par l'Etat ; ce sont des dettes directes, alors que d'autres ne sont seulement garanties par l'Etat et sont donc considérées comme des dettes indirectes.

La dette publique est principalement le résultat de l'existence d'un déficit budgétaire dû à l'insuffisance des recettes de l'Etat, d'où la justification du recours à l'emprunt pour combler le solde budgétaire déficitaire. La dette publique se subdivise d'une part, en dette extérieure et d'autre part, en dette intérieure. La dette extérieure est contractée avec des non-résidents et est généralement dans la plupart des cas, exprimée en devises étrangères tandis que la dette intérieure est contractée auprès des résidents et est exprimée en monnaie locale (le Franc CFA).

La gestion de la dette occupe une place privilégiée dans les finances publiques d'un pays. En effet, une gestion efficace de la dette permet non seulement de concevoir une bonne politique de développement mais surtout d'éviter à l'Etat de s'endetter inutilement. Elle permet également d'anticiper les risques auxquels peuvent être exposées les finances publiques d'un pays.

Pour monter une meilleure stratégie d'endettement public, il est indispensable d'appréhender la situation passée de la dette publique, c'est pourquoi, la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat a été mandatée d'analyser la situation périodique et annuelle de la dette publique.

Ce présent rapport présente la situation réelle de la dette publique centrafricaine à fin décembre 2018.

CHIFFRES CLES

Indicateurs	2017	2018
1- Stock de la dette (en milliards de FCFA)		
Dette publique	605,5	633,4
<i>Dette extérieure</i>	426,6	471,2
<i>Dette intérieure</i>	178,9	162,2
2- Taux d'endettement (en % du PIB)		
Dette publique (stock)	50,3	50,0
<i>Dette extérieure</i>	35,5	37,2
<i>Dette intérieure</i>	14,8	12,8
Produit intérieur brut	1203	1266
3- Profil de la Dette publique extérieure		
Coûts et Risques		
<i>Coût moyen</i>	1,1%	0,9%
<i>Durée de vie moyenne</i>	8,8	10,0
<i>Élément don</i>	26,1%	27,3%
Structure de la dette extérieure par catégorie de bailleurs		
Multilatéraux	36,4%	54,1%
Bilatéraux	63,6%	45,9%
Part de dette publique par résidence		
<i>Dette extérieure</i>	70,5%	74,4%
<i>Dette intérieure</i>	29,5%	25,6%
Structure en devise		
<i>\$US</i>	27,1%	26,5%
<i>DTS</i>	23,5%	32,1%
<i>CNY</i>	6,7%	3,6%
<i>Autres</i>	42,7%	37,8%

Environnement économique international

La croissance économique mondiale en 2018 a été estimée à 3,7% en légère baisse de 0,1 point par rapport à l'année 2017. Ce recul est dû aux contre-performances de la zone Euro, du Japon et de la Chine. Cette situation peut s'expliquer en partie par les tensions commerciales entre les grandes économies, affectant ainsi le niveau des échanges commerciaux qui est estimé à 4,4% en 2018 contre 4,9% en 2017.

En dépit de la baisse de l'activité économique mondiale, certaines économies ont néanmoins fait des progrès. C'est le cas de la Russie où la situation économique s'est améliorée portant sa croissance de 1,5% en 2017 à 1,7% en 2018. Les Etats Unis ont aussi connu un progrès. Leur croissance est établie à 2,9% en 2018 contre 2,3% en 2017. La croissance de l'économie indienne a passé de 6,6% en 2017 à 7,3% en 2018. L'inflation au niveau mondial a connu une légère baisse de 0,1 point passant de 3,6% en 2017 à 3,5% en 2018.

Dans la région d'Afrique Subsaharienne, la croissance économique s'est consolidée. Elle est estimée à 2,9% en 2018 comme en 2017. Cette stagnation est perçue différemment selon les grandes économies de la région. On note un ralentissement en Afrique du Sud dont la croissance est passée de 1,8% en 2017 à 0,8% en 2018. Par contre, le Nigéria a gagné 1,1 point portant la croissance à 1,9% en 2018. De même, l'Angola a enregistré une croissance économique établie à 1,7% en 2018 contre 0,7% en 2017.

Les pressions inflationnistes sont également en baisse dans la région d'Afrique Subsaharienne. L'inflation a diminué passant de 11% en 2017 à 8,6% en 2018.

L'économie de la CEMAC a enregistré un taux de croissance de 1,8% en 2018 contre -0,2% l'année précédente après deux années consécutives de récession. Cette embellie est la conséquence de l'augmentation de la production et des cours du pétrole ainsi que la production du bois grume. Toutefois, l'inflation dans la zone a progressé de 1,2 point pour se situer à 2,1% en 2018 contre 0,9% en 2017. La croissance de l'économie centrafricaine est de 3,8% en 2018, soit un léger ralentissement par rapport l'année 2017 où elle était de 4,5%.

Environnement économique national

La croissance économique a connu un recul de 0,7 point passant de 4,5% en 2017 à 3,8% en 2018. Ce recul s'explique par le ralentissement des activités du secteur tertiaire qui a porté la croissance de 6% en 2017 à 4,4% en 2018 et le secteur secondaire qui continue de régresser (1,5% en 2018 contre 1,7% en 2017). Cette contraction est précisément liée à la faible performance enregistrée dans les branches « commerce », « administrations publiques », « éducation » et « santé ».

Le secteur primaire a enregistré un léger progrès de 0,2 point par rapport à l'année précédente portant la croissance à 3,4% en 2018. Quant au secteur secondaire, on observe une contraction où la croissance est passée de 1,5% en 2018 à 1,7% en 2017. Ce recul s'explique par la baisse de l'activité dans certaines branches du secteur. En dépit de ralentissement des activités constaté dans le secteur tertiaire, il a contribué à la croissance du produit intérieur brut à hauteur de 2 point suivi du secteur primaire (1,1point) et le secteur secondaire (0,2 point).

Du côté de la demande, on enregistre une hausse en 2018 de la consommation finale (+11,5%), des importations (+22,3%) suivi d'un repli des exportations (22,9% en 2017 à 14,7% en 2018) et des investissements (20,6% en 2017 contre 4,5% en 2018). L'indice de prix à la consommation (IPC) des ménages continue de régresser en 2018. En glissement annuel, l'inflation se situe à 1,7% fin décembre 2018 contre 4,2% la même période de l'année précédente. Ce recul est la résultante de la croissance de l'indice de fonction alimentation et boissons non alcoolisées et les transports. Dans la même perspective, le déflateur du PIB (1,7) en baisse de 1,3% par rapport à l'année précédente.

Introduction

La gestion de la dette consiste à établir et à offrir une stratégie de gestion viable de la dette de l'Etat. Elle permet à l'Etat de mobiliser le montant de financement voulu et de réaliser les objectifs de coût et de risque tout en veillant aussi à ce que le niveau et le rythme de croissance de la dette soient fondamentalement tolérables et que son service puisse être assuré dans le respect des objectifs de coût et risque. La gestion de la dette permet également de réaliser d'autres objectifs que les autorités peuvent avoir fixé à la gestion de la dette souveraine et réduire surtout la vulnérabilité à la contagion et au risque financier.

A la fin de l'année 2018, le stock de la dette publique s'est stabilisé à **FCFA 633,4 milliards** contre **FCFA 605,5 milliards** en 2017. Il se dégage donc une augmentation de 4,6% lié essentiellement aux nouveaux décaissements. De même, le taux d'endettement à la fin de cette période se situe à 50,0% contre 50,3% en 2017.

Le stock de la dette publique est constitué en majeure partie de la dette extérieure qui s'élève à **FCFA 471,2 milliards** soit 74,4% à fin 2018 contre **FCFA 162,2 milliards** soit 25,6% de la dette intérieure. Cela s'explique principalement par la politique d'endettement public, basée sur la mobilisation des emprunts extérieurs à des maturités longues et hautement concessionnelles.

La politique d'endettement pratiquée par les autorités est basée sur un taux de concessionnalité supérieur ou égale à 50% et un taux d'intérêt moyen de 0,97%, l'objectif étant de contracter les prêts extérieurs à des conditions de coût relativement peu élevées.

Le présent rapport se structure comme suit : (I) nouveaux engagements ; (II) décaissements ; (III) service de la dette ; (IV) encours de la dette ; (V) règlement de la dette ; (VI) coûts et risques du portefeuille ; (VII) participation de l'Etat dans les organismes internationaux ; et (VIII) conclusion.

I- NOUVEAUX ENGAGEMENTS

Au cours de l'année 2018, la RCA a bénéficié de l'allocation des DTS sur la ligne de crédit facilité élargie de crédit du Fonds Monétaire International d'un montant de **FCFA 36 milliards**, un décaissement IDA à hauteur de **FCFA 21 milliards** et le Fonds Saoudien sur l'emprunt multi projet d'un montant de **FCFA 1,7 milliard**. En dehors de ces prêts, le gouvernement centrafricain n'a pas contracté de nouveaux emprunts extérieurs.

Sur le marché régional des titres publics à souscription libre organisé par la BEAC, le Trésor a émis des Bons du Trésor Assimilables (BTA) pour des montants de **FCFA 9,5 milliards** en 2018.

II- DECAISSEMENTS

Il convient ici de présenter la situation des décaissements de l'année 2018 avant de montrer son évolution.

2.1- Situations des décaissements en 2018

Les décaissements de 2018 ont été effectués à hauteur de **FCFA 90,0 milliards**. Ils sont répartis à 79% de la dette extérieure et 21% de la dette intérieure. S'agissant des décaissements extérieurs, ils sont décomposés en prêts multilatéraux (96%) et en prêts bilatéraux (4%).

La dette intérieure se résume exclusivement à l'émission des Bons du Trésor Assimilables (BTA) à hauteur de **FCFA 19 milliards**¹ pour le refinancement des échéances précédentes qui se chiffrent à **FCFA 9,5 milliards**. Le tableau qui suit, donne le détail des décaissements de l'année 2018.

TABLEAU N°1 : DÉCAISSEMENTS 2018

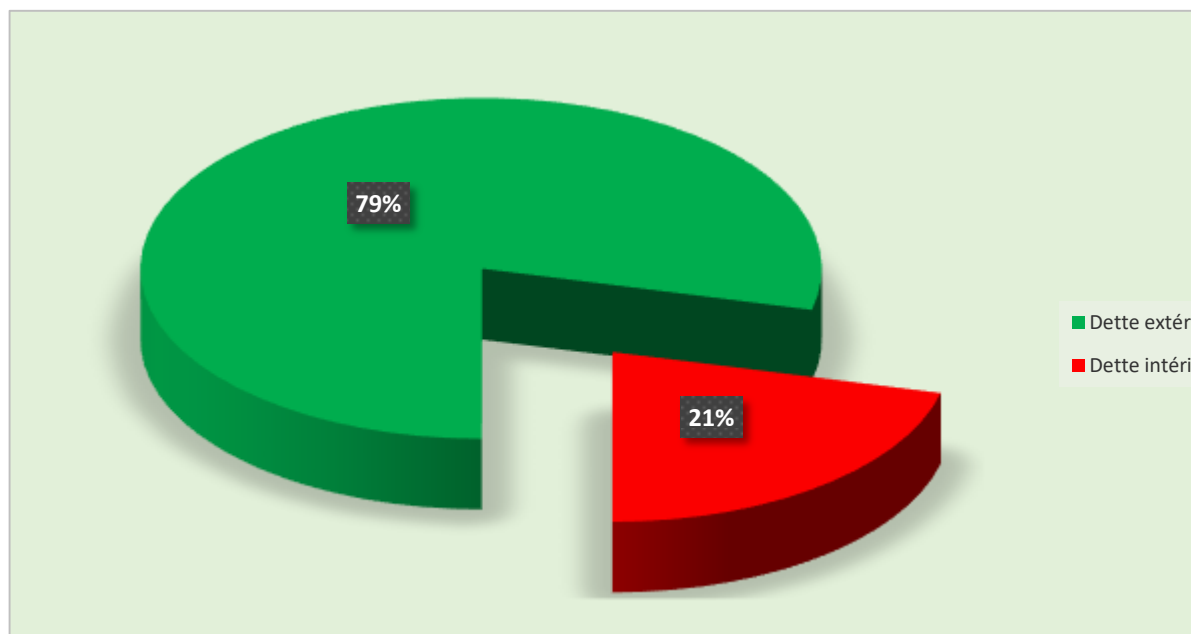
Libellé	Décaissements <i>en milliards de FCFA</i>	Part en %
Dette extérieure	71,0	78,9
<i>Multilatérale</i>	68,2	96
<i>Bilatérale</i>	2,8	4
Dette intérieure	19,0	21,1
Total dette publique	90,0	100

Source : DDPE

¹ Ce montant est le total des émissions de l'année pour couvrir les échéances des BTA (9,5 milliards)

FIGURE 1 : PART DES DÉCAISSEMENTS INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

(En Pourcentage)

*Source* : DDPE

2.2- Évolution des décaissements par catégorie des créanciers 2016 à 2018

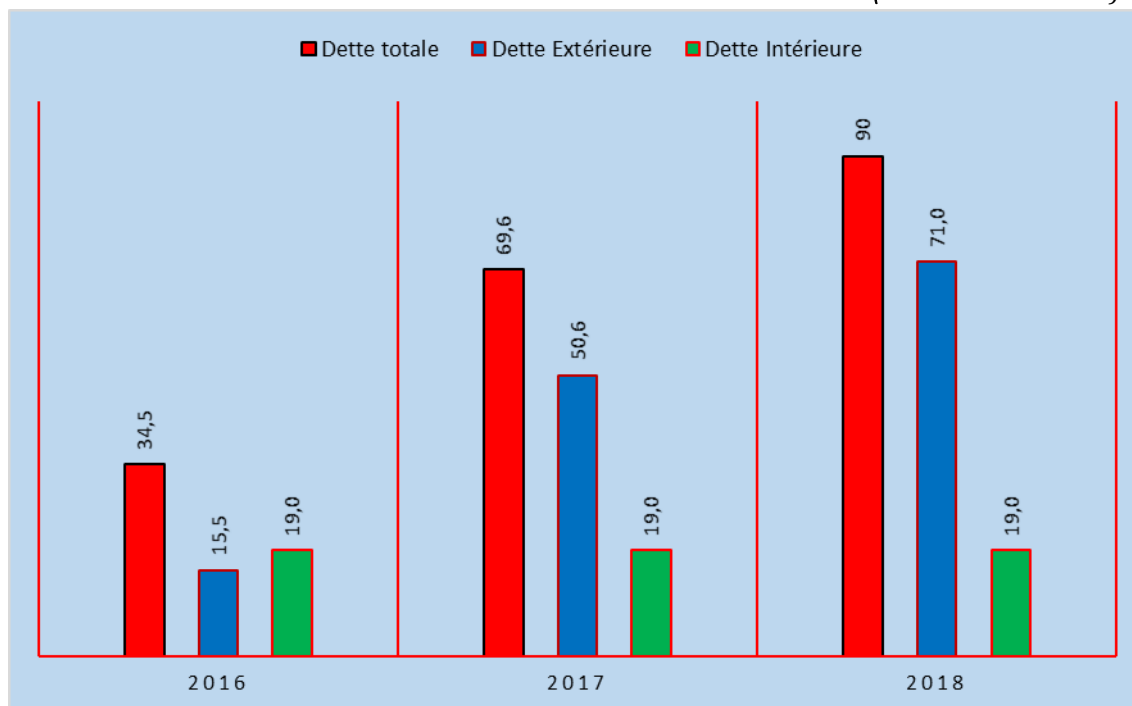
En 2018, les décaissements de la dette extérieure ont connu une hausse en valeur absolue. Ils se fixent à **FCFA 71,0 milliards** contre **FCFA 50,6 milliards** et **FCFA 15,5 milliards** respectivement en 2017 et 2016. Par contre, les décaissements de la dette intérieure restent stables au cours de la même période car ils se résument aux Bons du Trésor Assimilables (BTA).

TABLEAU 2 : ÉVOLUTION DES DÉCAISSEMENTS PAR CATÉGORIE DES CRÉANCIERS 2016 À 2018

Libellé	En milliards de FCFA			Variation	
	2016	2017	2018	2016-2017	2017-2018
Dettes Extérieures	15,5	50,6	71,0	185,2%	36,0%
Multilatéraux	12,3	41,3	68,2	245,5%	34,8%
IDA	2,0	0,9	21,5	25,0%	744,0%
FAD	0,4	8,6	0	1950,0%	-100,0%
BADEA		0,0	0,1		
FIDA		0,0	10,1		
FMI	9,8	31,8	36,5	223,5%	13,6%
Bilatéraux	3,2	9,3	2,8	-46,9%	64,7%
Arabie Saoudite	3,2	2,4	2,8	-46,9%	64,7%
TELCO BG		6,9			
Dettes Intérieures	19,0	19,0	19,0	0,0%	0,0%
BTA	19,0	19,0	19,0	0,0%	0,0%
TOTAL	34,5	69,6	90,0		

Source : DDPE

FIGURE 2 : EVOLUTION DES DÉCAISSEMENTS PAR CATÉGORIES DE CRÉANCIERS (En Milliards de FCFA)



Source : DDPE

III- SERVICE DE LA DETTE 2018

Le service de la dette est composé de l'amortissement du principal de la dette et des intérêts de la dette de chaque période.

3.1- Evolution du service de la dette

Le service de la dette publique est passé de **FCFA 38,4 milliards** en 2017 à **FCFA 43,0 milliards** en 2018, soit une augmentation de 12% alors qu'il était de **FCFA 50,7 milliards** en 2016. Cette hausse est principalement due à la consolidation des prêts Banque postale et l'assistance des hôpitaux pour la dette bilatérale et au niveau de la dette multilatérale. Elle s'explique également par la reconstitution de l'encours de Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le rééchelonnement des prêts de la Banque de Développement des Etat de l'Afrique Centrale (BDEAC) dont l'échéance a commencé en 2018. Pour mieux appréhender l'évolution de ce service de la dette, il est important de distinguer la dette intérieure de la dette extérieure.

Le montant total du service de la dette extérieure est de **FCFA 16,8 milliards** en 2018 et celui de la dette intérieure est de **FCFA 26,2 milliards** sur la même période. Le tableau qui suit donne les détails du service de la dette en 2018.

TABLEAU 3 : SITUATION DU SERVICE DE LA DETTE DE 2016 A 2018

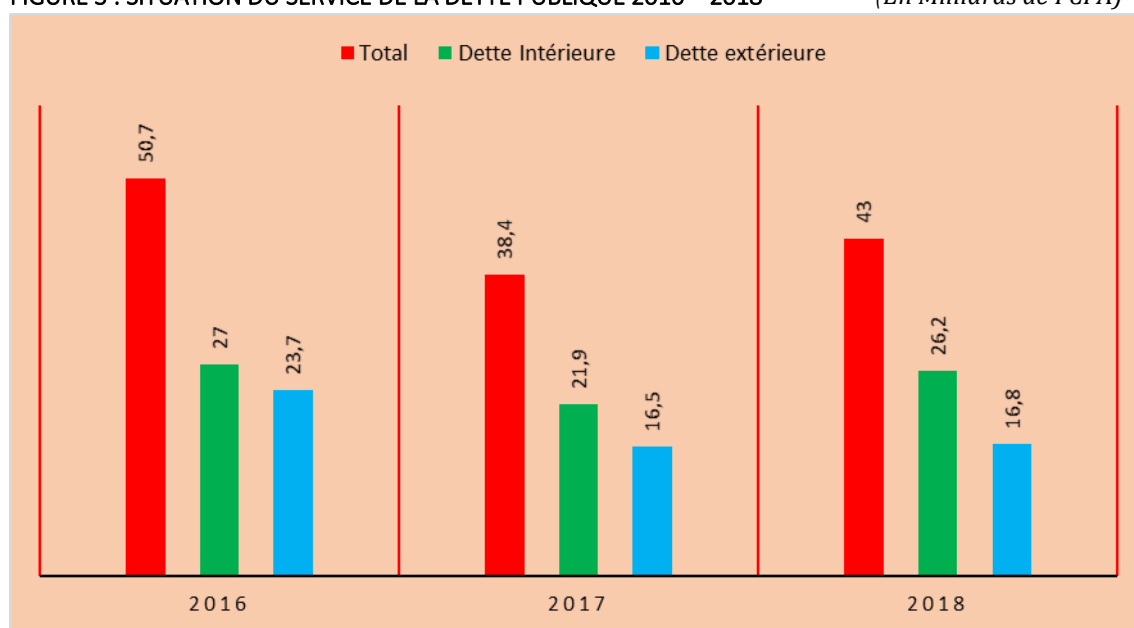
(En milliards de FCFA)

Catégorie de la dette	2016	2017	2018
Dettes extérieures	23,7	16,5	16,8
<i>Multilatérale</i>	12,9	11,0	11
<i>Bilatérale</i>	10,8	5,5	5,8
Dettes Intérieures	27,0	21,9	26,2
Total	50,7	38,4	43,0

Source : DDPE

FIGURE 3 : SITUATION DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE 2016 – 2018

(En Milliards de FCFA)



Source : Service des Etudes

3.2- Analyse de la soutenabilité de la dette publique

La soutenabilité de la dette publique peut être analysée à partir d'un certain nombre de ratios comme le service de la dette sur les exportations et le service de la dette sur les recettes budgétaires.

Le service de la dette publique rapporté aux exportations se fixe à 47,2% en 2018 contre respectivement 47,0% et 64,9% en 2017 et 2016 alors que le seuil communautaire maximum est de 20% des recettes d'exportations.

Le ratio, service de la dette rapporté aux recettes budgétaires est de 20,4% en 2018 contre respectivement 24,9% et 34,4% en 2017 et 2016. Du résultat de ces deux ratios,

il ressort donc que la dette publique est encore difficilement soutenable comparativement aux seuils communautaires maximum fixés de 20%.

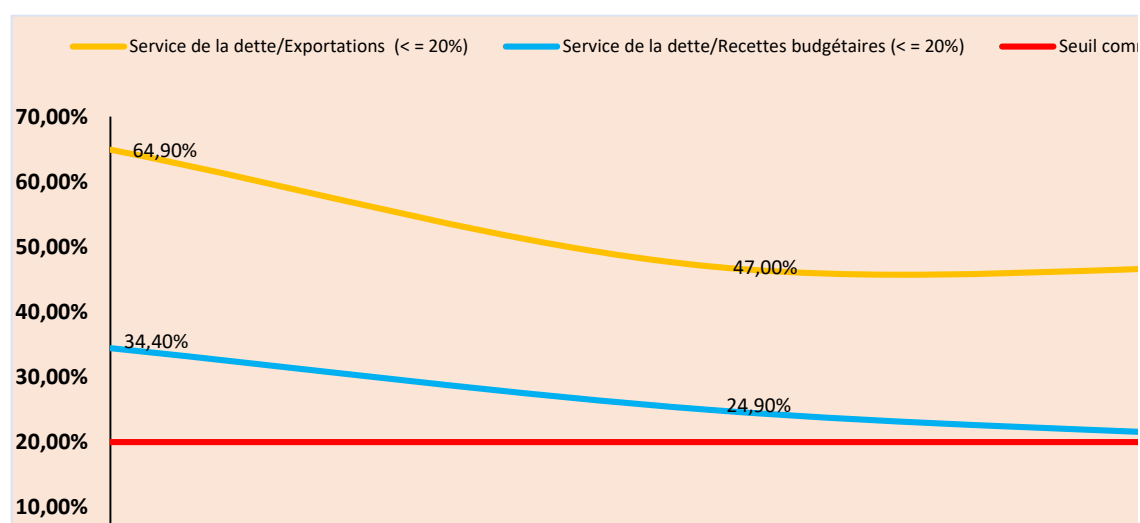
TABLEAU 4 : EVOLUTION DES RATIOS DU SERVICE DE LA DETTE

Libellé	2016	2017	2018
Service de la dette/Exportations (< = 20%)	64,9%	47,0%	47,2%
Service de la dette/Recettes budgétaires (< = 20%)	34,4%	24,9%	20,4%

Source : DDPE

FIGURE 4 : EVOLUTION DES RATIOS DU SERVICE DE LA DETTE EN 2018

(En pourcentage)



Source : DDPE

3.3- Répartition du service de la dette publique par catégorie de créanciers

Le service de la dette publique en 2018 se décline en dette intérieure à hauteur de 60,9% contre la dette extérieure qui représente 39,1%. S'agissant de la dette extérieure, il convient de préciser que la dette multilatérale représente 65,5% du service de la dette total extérieur contre 34,5% pour la dette bilatérale. Quant à la dette intérieure, elle est inhérente à des opérations de revolving des Bons du Trésor, à court terme, qui a un effet cyclique en République Centrafricaine.

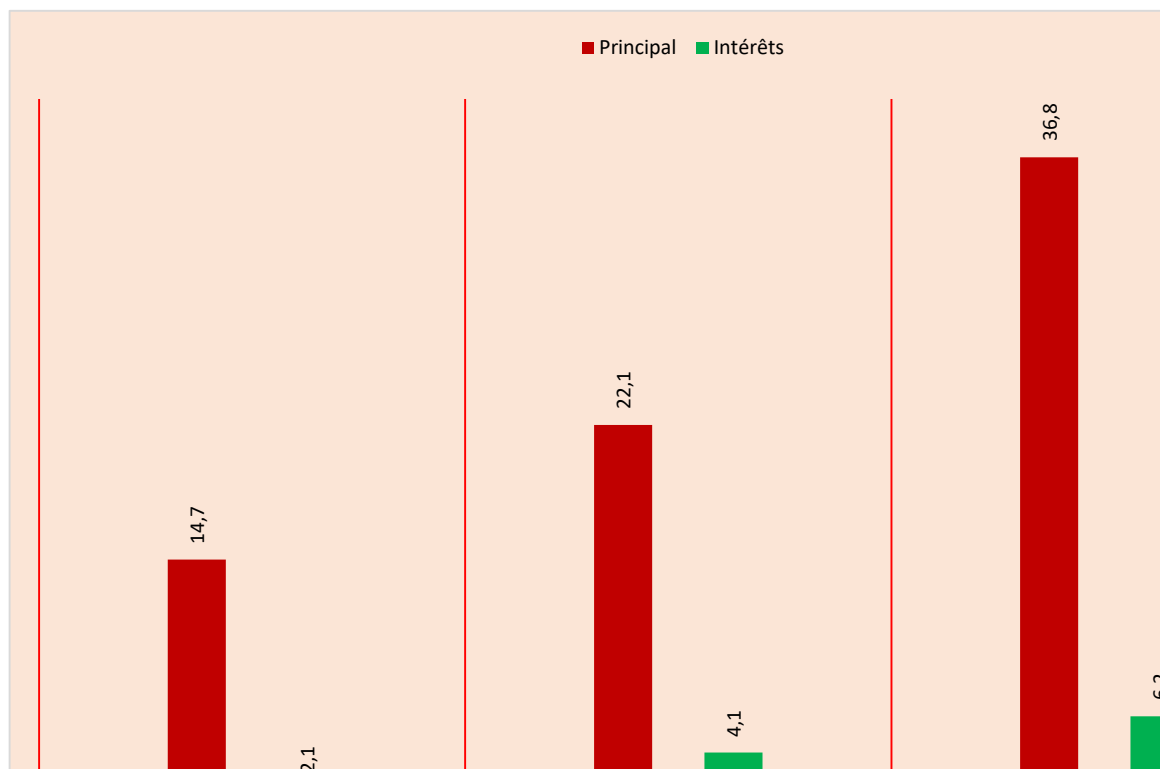
TABLEAU N° 5 : RÉPARTITION DU SERVICE DE LA DETTE PAR CATÉGORIES DE CRÉANCIERS

Libellé	En milliards de FCFA			En %
	Principal	Intérêts	Total	
Dette Extérieure	14,7	2,1	16,7	39,1
<i>Multilatérale</i>	9,7	1,2	10,9	65,5
<i>Bilatérale</i>	4,9	0,9	5,8	34,5
Dette Intérieure	22,1	4,1	26,2	60,9
Dette Publique	36,8	6,2	42,9	100

Source : DDPE

FIGURE 5 : RÉPARTITION DU SERVICE DE LA DETTE

(En Milliards de FCFA)



Source : DDPE

3.4- Evolution du principal de la dette

Le montant du principal de la dette intérieure dans le service de la dette publique est de FCFA 22,1 milliards en 2018 contre FCFA 14,7 milliards de la dette extérieure. La hausse constatée de la dette intérieure en 2018 s'explique davantage par la signature de la convention de titrisation avec l'ECOBANK. Par contre, la baisse du principal de la dette extérieure s'explique en partie par l'annulation des cinq prêts chinois à hauteur de **FCFA 17,6 milliards** en 2016.

TABEAU 6 : EVOLUTION DU PRINCIPAL DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2016 À 2018

(En Milliards de FCFA)

Libellé	2016	2017	2018
Dettes Extérieures	20,4	14,7	14,7
<i>Multilatérale</i>	12,5	10,6	9,8
<i>Bilatérale</i>	7,9	4,1	4,9
Dettes Intérieures	24,9	20,0	22,1
Total	45,3	34,7	36,8

Source : DDPE

FIGURE 6 : EVOLUTION DU PRINCIPAL DE LA DETTE PUBLIQUE

(En milliards de FCFA)

Source : DDPE

3.5- Évolution des intérêts de la dette publique

Les intérêts de la dette publique s'élèvent à **FCFA 6,2 milliards** en 2018 contre **FCFA 3,7 milliards** en 2017, soit une augmentation de 64,9%. Cette hausse s'explique par la reconsidération des emprunts FIDA, le décaissement du fonds saoudien et de l'IDA.

Les intérêts de la dette extérieure sont de **FCFA 2,1 milliards** en 2018 contre **FCFA 1,8 milliard** un an plus tôt, soit une augmentation de 16,7%. Ceci s'explique par la hausse des intérêts de la dette multilatérale qui a connu un montant important de décaissement en 2018 de **FCFA 0,4 milliard** en 2017 à **FCFA 1,3 milliard** en 2018 alors que les intérêts de la dette bilatérale ont connu une baisse durant cette même période.

Les intérêts de la dette intérieure totalisent un montant de **FCFA 4,1 milliards** en 2018 contre **FCFA 1,9 milliard** en 2017. Cette hausse s'explique par la part importante des intérêts de BTA, la signature de l'accord de titrisation avec l'Ecobank et la mise en œuvre des accords de titrisation signés en 2017 ainsi que la signature de la convention de consolidation avec la BEAC et le GABAC.

TABLEAU 7 : EVOLUTION DES INTÉRÊTS DE LA DETTE PUBLIQUE

Catégorie de la dette	En milliards de FCFA			En % 2018
	2016	2017	2018	
Dettes Extérieures	3,3	1,8	2,1	47,4
<i>Multilatérale</i>	0,4	0,4	1,2	13,9
<i>Bilatérale</i>	2,9	1,4	0,9	33,5
Dettes Intérieures	2,1	1,9	4,1	52,6
Total	5,4	3,7	6,2	1,00

Source : DDPE

FIGURE 7 : EVOLUTION DES INTÉRÊTS DE LA DETTE PUBLIQUE

(En milliards de FCFA)



Source : Service des Études

IV- ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

L'analyse de l'encours de la dette publique conduit à mettre en exergue l'évolution du taux d'endettement, du volume des engagements et du niveau des arriérés.

4.1-Evolution du taux d'endettement

L'évolution du taux d'endettement public de la République Centrafricaine a connu une baisse passant de 50,3% en 2017 à 50,0% en 2018. Cela est imputable à la baisse du taux d'endettement intérieur qui est passé de 14,8% à 12,8% entre 2017 et 2018 en raison de la politique de non accumulation des arriérés prônée par le Gouvernement.

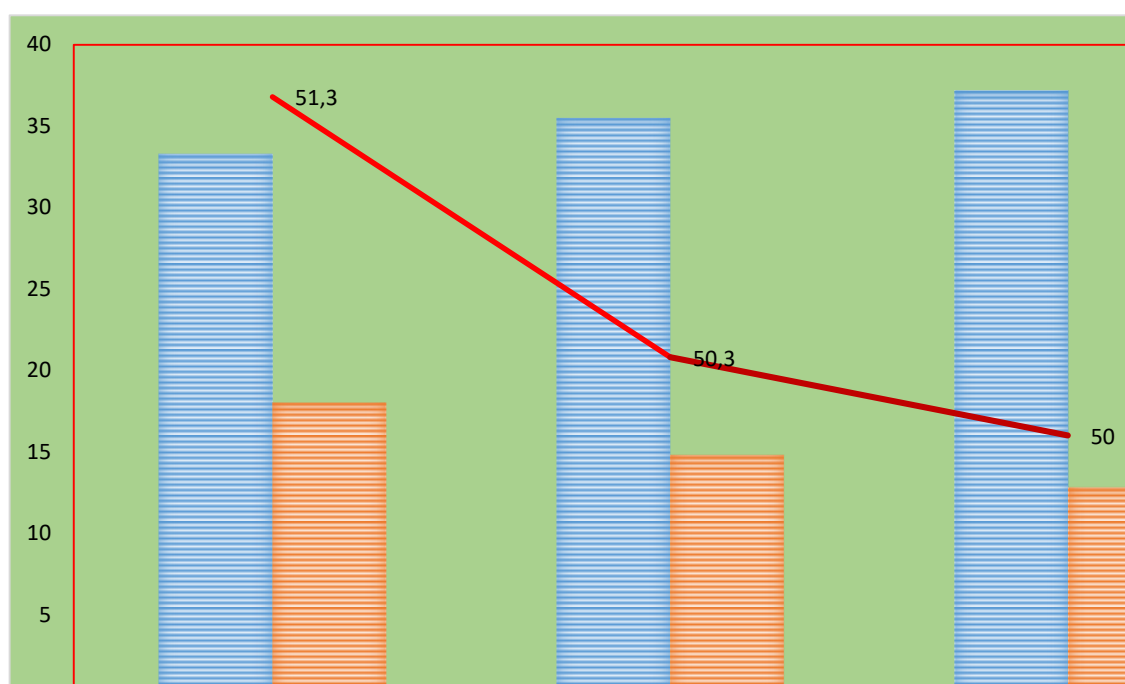
TABLEAU 8 : EVOLUTION DU TAUX D'ENDETTEMENT

Libellé	2016	2017	2018	2016	2017	2018
	En milliards de FCFA			% PIB		
Dettes Publiques	586,2	605,5	633,4	51,3	50,3	50
<i>Dettes Extérieures</i>	379,5	426,6	471,2	33,3	35,5	37,2
<i>Dettes Intérieures</i>	206,7	178,9	162,2	18,0	14,8	12,8
PIB	1 141	1 203	1 266			

Source : DDPE

FIGURE 8 : EVOLUTION DU TAUX D'ENDETTEMENT PUBLIC

(En pourcentage)



Source : Service des Etudes

4.2- Évolution de l'encours de la dette publique

L'analyse de l'encours de la dette publique conduit à mettre en exergue l'encours hors arriérés et l'encours avec arriérés du principal.

4.2.1- Évolution de l'encours hors arriérés

L'encours hors arriérés de la dette publique a augmenté en terme nominal passant de **FCFA 368,9 milliards** en 2017 à **FCFA 422,2 milliards** en 2018. Cette augmentation s'explique par des décaissements importants des prêts extérieurs (IDA, FMI et Fonds Saoudien de Développement). La dette intérieure a également connu une hausse linéaire sur la même période justifiée par la signature de l'accord de titrisation avec l'Ecobank Centrafrique, et la signature de la convention de consolidation avec la BEAC et le GABAC.

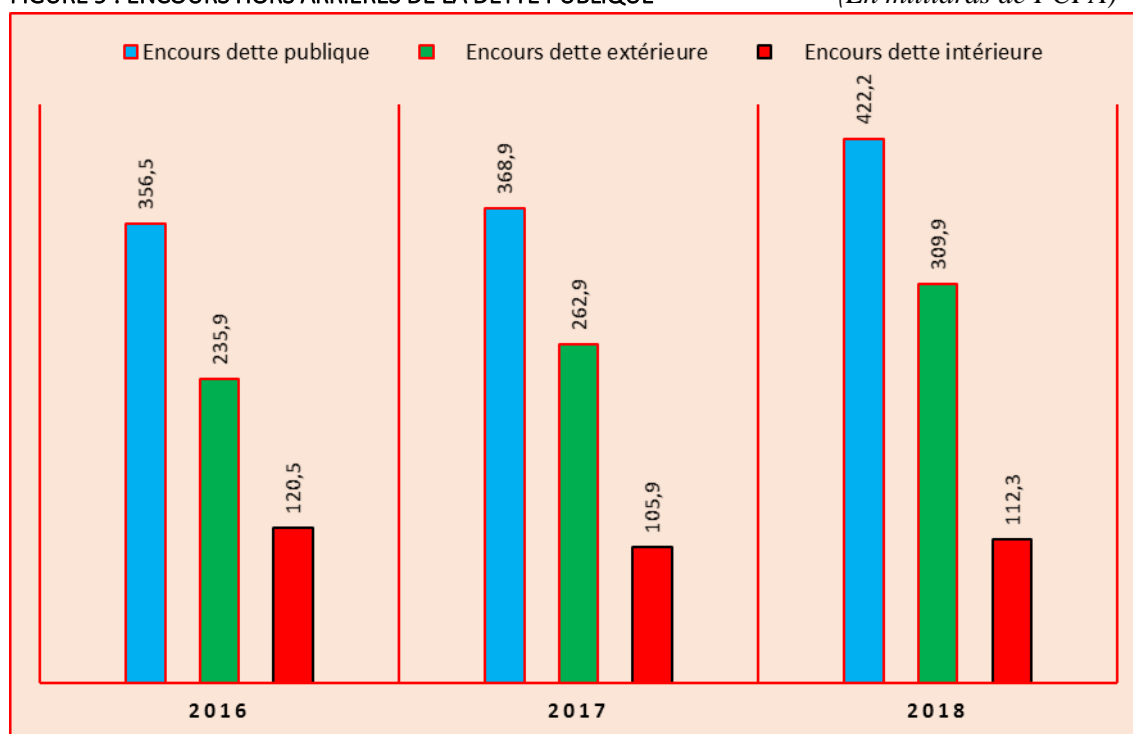
TABLEAU 9: ENCOURS HORS ARRIÉRÉS DE LA DETTE PUBLIQUE 2016-2018

Libellé	En milliards de FCFA			En %		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Encours dette extérieure	235,9	262,9	309,9	66,3	71,4	73,4
<i>Multilatérale</i>	125,0	149,7	210,7	53	57	68
<i>Bilatérale</i>	110,9	113,3	99,2	47	43	32
Encours dette intérieure	120,5	105,9	112,3	33,7	28,6	26,6
Encours dette publique	356,5	368,9	422,2	100,0	100,0	100,0

Source : DDPE

FIGURE 9 : ENCOURS HORS ARRIÉRÉS DE LA DETTE PUBLIQUE

(En milliards de FCFA)



Source : DDPE

4.3- Stock de la dette

Le stock de la dette publique a augmenté, passant de **FCFA 605,5 milliards** en 2017 à **FCFA 633,4 milliards** en 2018, soit une hausse de 4,6%. Cette hausse s'explique par l'augmentation des décaissements de la dette multilatérale dont l'encours est passé de **FCFA 149,6 milliards** en 2017 à **FCFA 210,7 milliards** en 2018.

La dette intérieure a connu une légère augmentation passant de **FCFA 105,4 milliards** en 2017 à **FCFA 112,3 milliards** en 2018.

TABLEAU 10 : EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE

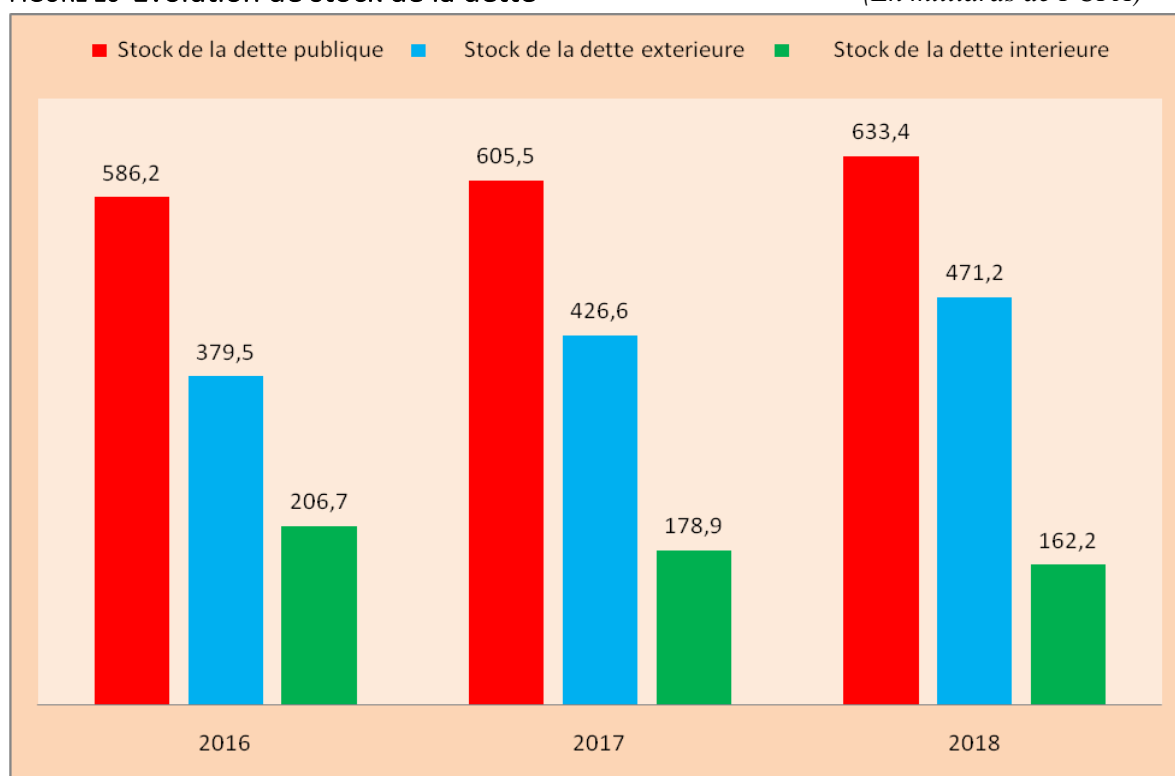
(En milliards de FCFA)

Libellé	2016	2017	2018
Stock de la dette extérieure	379,5	426,6	471,2
<i>Multilaterale</i>	125,0	155,4	216,4
<i>Bilaterale</i>	254,5	271,2	254,8
Stock de la dette intérieure	206,7	178,9	162,2
Stock de la dette publique	586,2	605,5	633,4

Source : DDPE

FIGURE 10 Evolution de stock de la dette

(En milliards de FCFA)



Source : DDPE

4.4- Structure de la dette par catégorie de créanciers

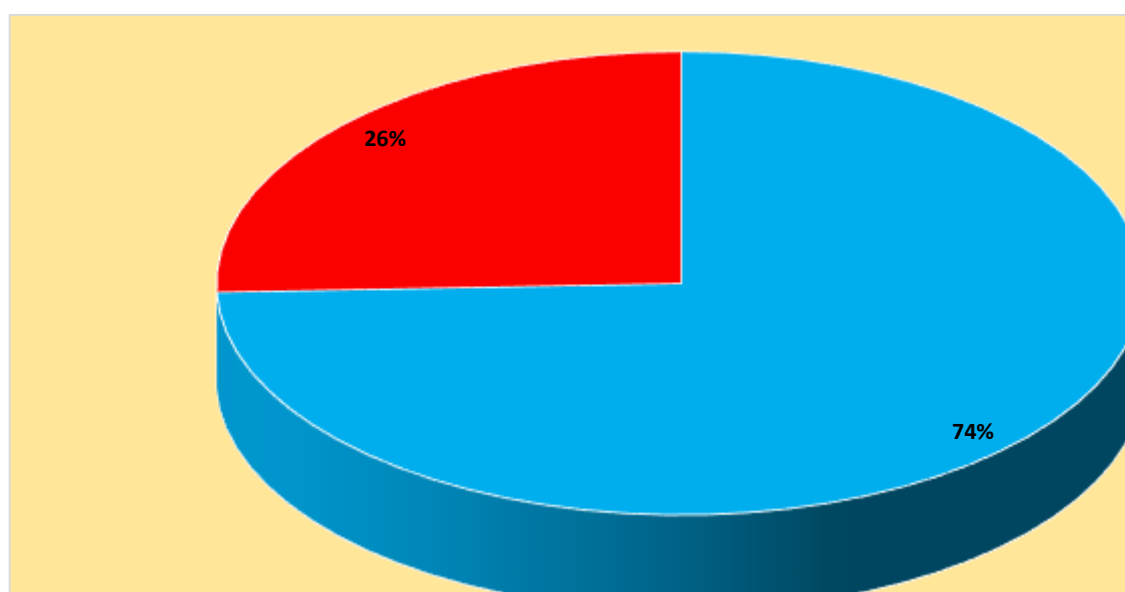
La dette publique est composée de 74,4% de la dette extérieure dont 54,1% de la dette multilatérale, 45,9% de la dette bilatérale et 25,6% de la dette intérieure. Le montant de la dette bilatérale constitue une grande partie du portefeuille, en raison de l'accumulation des arriérés sur les créanciers hors club de Paris.

Tableau N°11 : Structure de la dette par catégorie de créanciers

Libellé	En milliards de FCFA			Proportion 2018
	2016	2017	2018	
Dette publique	586,2	605,5	633,4	100,0
Dette extérieure	379,5	426,6	471,2	74,4
<i>Dette multilatérale</i>	125,0	155,4	216,4	45,9
<i>Dette bilatérale</i>	254,5	271,2	254,8	54,1
Dette intérieure	206,7	178,9	162,2	25,6

Source : DDPE

FIGURE 11 : STRUCTURE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATÉGORIE DE CRÉANCIERS



Source : DDPE

4.5- Arriérés de la dette publique

En 2018, le montant des arriérés est de **FCFA 211,0** milliards soit 33,3% de la dette publique comparativement à **FCFA 236,6** milliards en 2017 soit 39,1%. L'année 2018 est marquée par une baisse de 10,8% du stock des arriérés qui s'explique par l'apurement des arriérés intérieurs, les règlements des échéances à terme échu et l'annulation de stock des cinq prêts chinois à hauteur de FCFA 17,5 milliards.

Ce résultat est aussi le fait de la mise en œuvre de la politique de non accumulation des arriérés adoptée par le Gouvernement.

TABLEAU N°12 : ARRIÉRÉS DE LA DETTE PUBLIQUE

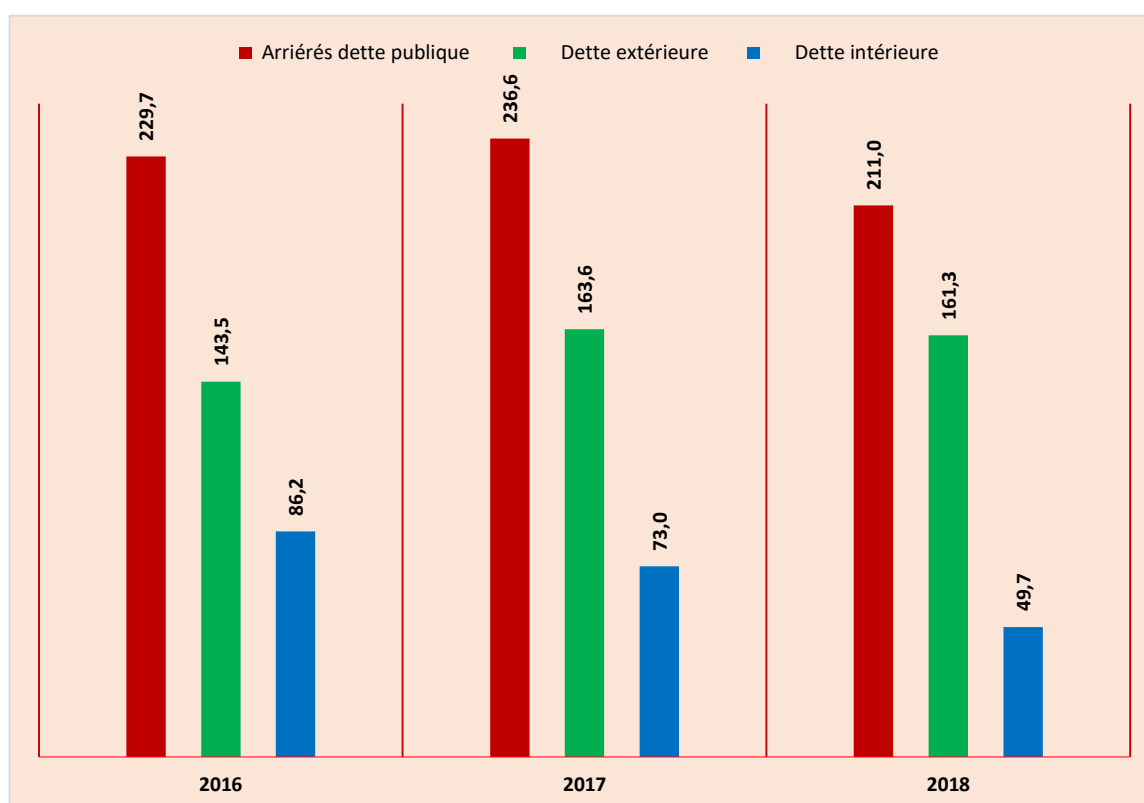
(En milliards de FCFA)

Libellé	2016	2017	2018
Arriérés dette publique	229,7	236,6	211,0
Dettes extérieures	143,5	163,6	161,3
<i>Multilatérale</i>	0,0	5,8	5,8
<i>Bilatérale</i>	143,5	157,8	155,5
Dettes intérieures	86,2	73,0	49,7

Source : DDPE

FIGURE 12 : ARRIÉRÉS DE LA DETTE PUBLIQUE

(En milliards de FCFA)

Source : DDPE

4.6-Structure de l'encours de la dette publique par devises

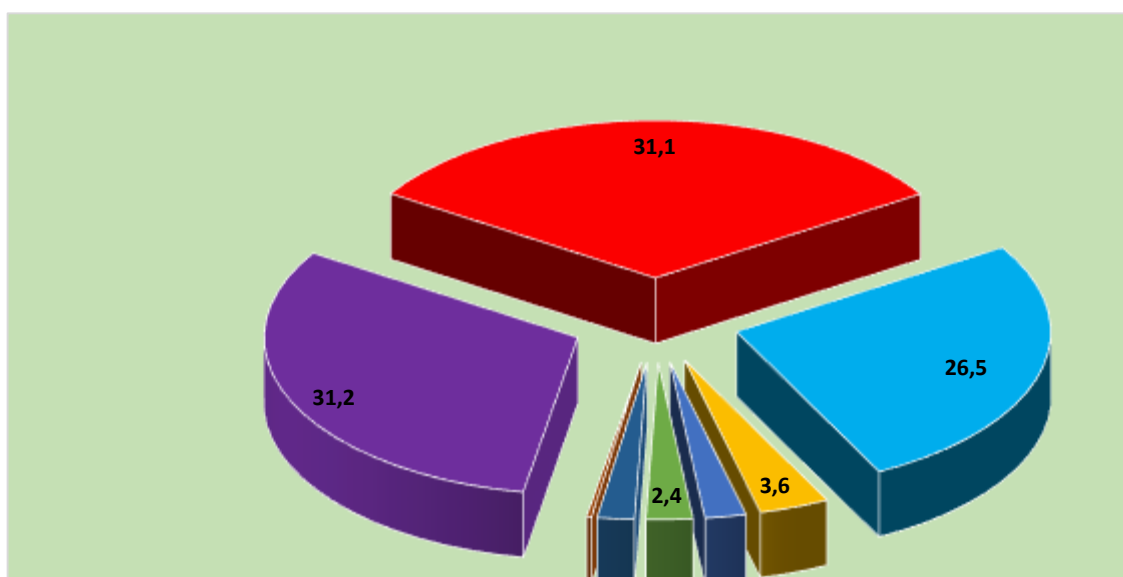
Les prêts contractés en DTS et en monnaie nationale occupent la plus grande partie du portefeuille avec 32,1% et 31,2% respectivement, suivi du dollar (USD) 26,5%. La part importante de DTS se justifie par le décaissement des prêts IDA, FMI et celle du dollar américain par le rééchelonnement des prêts indiens et des arriérés sur le prêt de Taiwan.

TABLEAU 13 : STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR DEVISE

Devises	Pourcentages
FCFA	31,2
DTS	32,1
USD	26,5
YUAN	3,6
EURO	2,1
RIYAL	2,4
DINAR KOWETIEN	1,9
CHF	0,2
Total général	100

Source : DDPE

FIGURE 13 : STRUCTURE DES DEVISES DE LA DETTE PUBLIQUE



Source : DDPE

4.7- Structure du portefeuille par taux d'intérêts

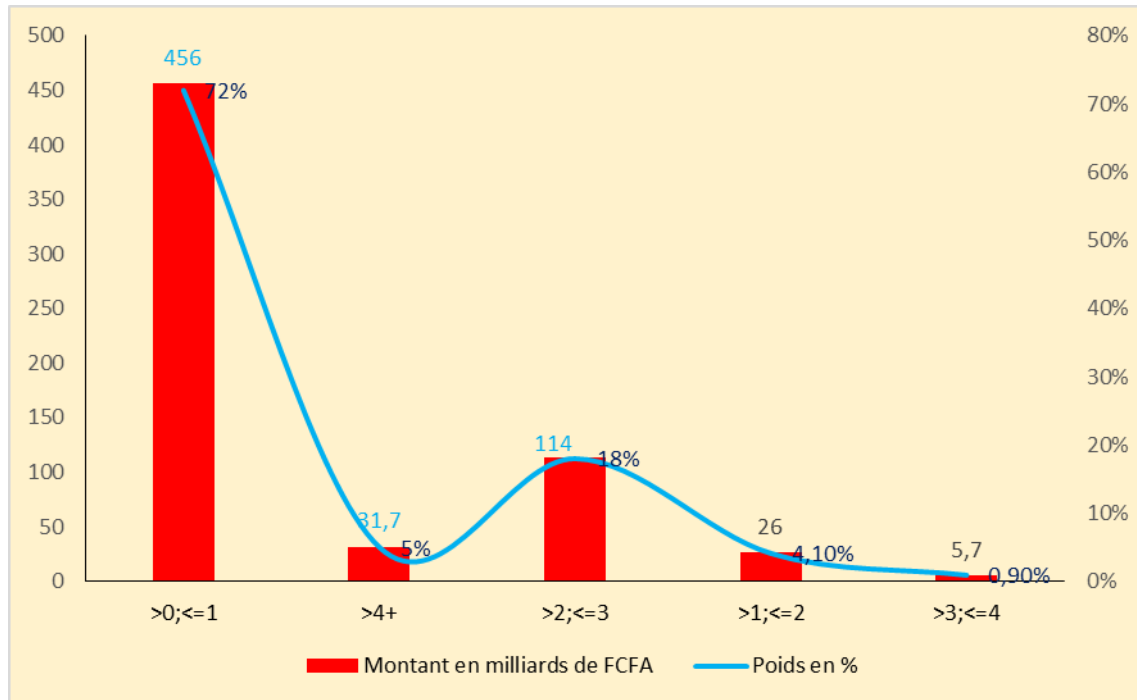
La structure du portefeuille indique que la République Centrafricaine contracte des prêts à des taux hautement concessionnels. C'est ce qui explique la prédominance des taux figurant entre 0 à 1% qui représente 72,0% de la structure du portefeuille.

TABLEAU 14 : STRUCTURE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

Etiquette de lignes	Montant en milliards de FCFA	Poids en %
>0;<=1	456,0	72,0
>4+	31,7	5,0
>2;<=3	114,0	18,0
>1;<=2	26,0	4,1
>3;<=4	5,7	0,9
Total général	633,4	100,0

Source : DDPE

FIGURE 14 : STRUCTURE DU PORTEFEUILLE PAR TAUX D'INTERET



Source : DDPE

V- REGLEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE

En 2018, le Gouvernement a consenti beaucoup d'efforts pour soigner sa signature vis-à-vis de ses créanciers. A ce titre, les règlements en 2018 ont atteint **FCFA 63,3 milliards** contre **FCFA 38 milliards** en 2017.

5.1- Règlements de la dette intérieure

Dans sa politique de relance économique, le Gouvernement s'est beaucoup appesanti sur l'apurement de la dette intérieure qui se chiffre à **FCFA 46,7 milliards**. Le règlement de la dette intérieure concerne davantage les émissions du BTA à hauteur de **FCFA 19 milliards**, le FMI-FEC dont le montant s'élève à **FCFA 8,4 milliards**, les banques commerciales titrisées et la BEAC pour un montant respectif de **FCFA 3,2** et **FCFA 1,6 milliard**.

5.2- Règlements de la dette extérieure

Les règlements de la dette extérieure, sont faits beaucoup plus au profit de la dette multilatérale pour un montant de **FCFA 10,5 milliards** contre **FCFA 6,1 milliards** pour la dette bilatérale en 2018. Le tableau ci-dessous donne l'exhaustivité de la situation des règlements de la dette publique centrafricaine.

TABLEAU N°15 : RÈGLEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE

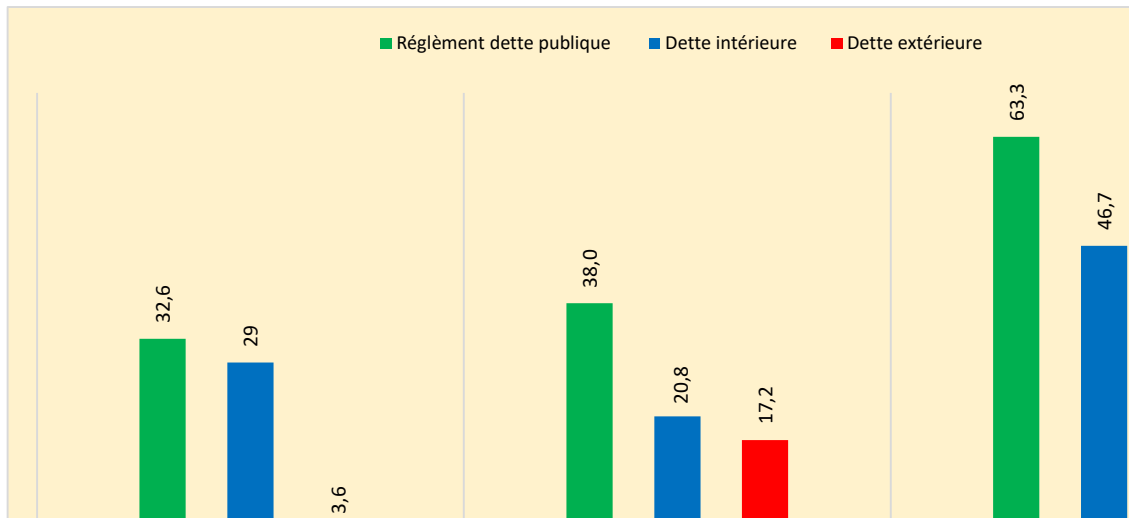
(En milliards de FCFA)

Libellé	2016	2017	2018
Règlement dette publique	32,6	38,0	63,3
Dettes extérieures	3,6	17,2	16,6
<i>Multilatérale</i>	0,8	11,6	10,5
<i>Bilatérale</i>	2,7	5,6	6,1
Dettes intérieures	29,0	20,8	46,7

Source : DDPE

FIGURE 15 : RÈGLEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE CENTRAFRICAINE

(En milliards de FCFA)



Source : DDPE

VI- ANALYSE DES COUTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE

Cette analyse conduit à mettre en relief les conditions financières indicatives par bailleurs et les indicateurs de coût.

6.1- Conditions financières indicatives par bailleurs

L'analyse des conditions financières des bailleurs révèle que la quasi-totalité des prêts multilatéraux est concessionnel excepté celui de la BDEAC. Tous les prêts bilatéraux sont concessionnels à l'exception du prêt congolais dont le taux est élevé (2,4%) et une maturité très courte. Par ailleurs, les prêts intérieurs sont tous non concessionnels en raison de leur taux d'intérêt élevé et leur maturité très courte. Le tableau qui suit en donne les détails.

TABLEAU 16 : TERMES INDICATIFS DE FINANCEMENT

Bailleurs	Devises	Taux d'intérêt	Maturité, ans	Différé ans	Caractéristique de financement
Multilatéraux					
AID/BIRD	DTS	0,75%	40	10	Concessionnelle
BADEA	USD	1,00%	20 à 25	5 à 10	Concessionnelle
BDEAC	FCFA	6,00%	17	2 à 3	Non concessionnelle
FAD	DTS	1,00%	45	10	Concessionnelle
FIDA	DTS	0,75%	40	10	Concessionnelle
Bilatéraux					
ARABIE SAOUDITE		1,00%	30	10	Concessionnelle
CHINE	CNY	0,00%	20	10	Concessionnelle
CONGO BRAZZA	FCFA	2,45%	12	1,5	Non concessionnelle
INDE	USD	1,75%	25	5	Concessionnelle
KOWEIT	KWD	1,00%	30	5	Concessionnelle
Intérieur					
BEAC	FCFA	2,45%	10	2	Non Concessionnelle
BTA	FCFA	5,13%	1	N/A	Non concessionnelle
CBCA	FCFA	2,95%	8	N/A	Non concessionnelle
BPMC	FCFA	2,95%	8	N/A	Non concessionnelle
BSIC	FCFA	2,95%	8	N/A	Non concessionnelle
ECOBANK	FCFA	2,95%	8	N/A	Non concessionnelle

Source : DDPE

6.2- Indicateurs de coût

Les indicateurs de coût permettent d'appréhender le coût de la dette publique et connaître également sa durée de vie moyenne en passant par le refinancement de la dette.

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que la durée de vie moyenne est de 10 ans. Par ailleurs, le coût moyen de la dette totale est relativement faible et s'établit à 0,9% pour l'année 2018. Le coût moyen de la dette intérieure est relativement très élevé (1,7%) que celui de la dette extérieure qui n'est que de 0,8%. Cela s'explique par le fait que la dette intérieure est principalement contractée à des taux définis par les conditions du marché.

L'analyse de refinancement total de la dette publique montre que le refinancement à 10 ans est de 69,3% contre le refinancement en un an de 6,6%. Le tableau ci-dessous présente la situation des indicateurs des coûts.

TABLEAU 17 : ANALYSE DE RISQUES LIÉS AU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE

Libellé	Dettes Totales	Dettes Intérieures	Dettes Extérieures
Dettes publiques (stock)	633,4	162,2	471,2
dont arriérés	211,0	49,7	161,3
Dettes en % du PIB	50%	12,8%	37,2%
Valeur actuelle	305,8	95,0	212,1
Éléments de dons (Extérieurs)	27,6%	N/A	31,1%
Coût moyen	0,9%	1,7%	0,8%
Vie moyenne (ans)	10	6	11
Refinancement en 1 an	6,6%	11,1%	5,02%
Refinancement en 5 ans	31,3%	42,4%	27,2%
Refinancement en 10 ans	69,3%	N/A	63,9%
Dettes flottantes/dettes fixes	N/A	N/A	N/A
Taux moyen de refixation (ans)	10	6	11%
Refinancement sur 1 an	6,6%	0	0,0%
Refixation sur 5 ans	31,4%	N/A	27,2%

Source : DDPE

VII. PARTICIPATION DE L'ÉTAT DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX

Contrairement aux États, les Organisations Internationales ont des Statuts qui dépendent de leurs actes constitutifs. Une Organisation Internationale est une association d'États, avec des institutions pour résoudre ou agir ensemble dans le domaine et selon les moyens d'actions déterminés. Elle agit conformément au mandat donné par les États membres. Les moyens de fonctionnement de ces organisations étant les contributions financières des États membres.

7.1- Situation des arriérés de contributions statutaires de l'État aux Organisations Internationales

Les arriérés de contributions obligatoires de l'État aux organisations internationales sont estimés à **FCFA 15,5 milliards** à fin 2018.

Il convient de noter que ces arriérés de participation de la RCA aux organisations internationales sont souvent communiqués par les différents départements ministériels. Il est important pour la DDPE de lancer une opération de recensement afin d'actualiser la base des données relative aux contributions dues organismes internationaux.

CONCLUSION

En 2018, le taux d'endettement a baissé à 50,0% par rapport à celui de l'année 2017 qui était de 50,3%. De même, l'analyse du portefeuille de la dette publique montre que la plupart des dettes sont davantage concessionnelles et leurs coûts relativement bas.

L'analyse de la dette publique en termes des partenaires montre que les prêts des bailleurs non membres du club de Paris ont un coût relativement élevé. Par conséquent, des négociations doivent être poursuivies en vue de conclure des accords permettant de réduire les arriérés des bailleurs non membres du Club de Paris.

L'amélioration de la qualité de la signature de l'Etat pourra véritablement aider la RCA à lever aussi les fonds sur le marché financier à des coûts relativement faibles. Ce qui lui permet de diversifier ses sources de financement en levant non seulement les fonds sur le marché domestique mais aussi sur le marché extérieur.

Pour optimiser l'incidence de la dette sur l'économie centrafricaine, quelques propositions ont été formulées, à savoir :

- la diversification des sources de financement du Trésor Public, notamment par le renforcement de la présence de l'Etat sur le marché domestique des titres publics ;
- le remboursement in fine des FCFA 9,5 milliards des Bons du Trésor Assimilables (BTA), afin de sortir du cercle vicieux de revolving ;
- l'apurement progressif des arriérés budgétaires au titre de la dette intérieure moyennant l'application d'une décote substantielle.

Par ailleurs, la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) fait face à plusieurs contraintes à la fois technique, opérationnelle et humaine. Il est nécessaire de :

- doter la DDPE d'outils performants de travail afin de réduire les risques opérationnels ;
- stabiliser le personnel formé qui, a compétence en matière de gestion de la dette ;
- motiver le personnel de la dette (ouverture d'une ligne dans le budget pour prime de travaux spéciaux);

- envisager l'érection de cette Direction en une Direction Générale ou Caisse Autonome pour ses spécificités techniques en conformité aux standards internationaux.

Table des matières

SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	iv
PREFACE.....	v
CHIFFRES CLES.....	vi
Environnement économique international.....	vii
Environnement économique national.....	viii
Introduction.....	ix
I- NOUVEAUX ENGAGEMENTS	2
II- DECAISSEMENTS.....	2
2.1- Situations des décaissements en 2018.....	2
2.2- Évolution des décaissements par catégorie des créanciers 2016 à 2018.....	3
III- SERVICE DE LA DETTE 2018	4
3.1- Evolution du service de la dette	4
3.2- Analyse de la soutenabilité de la dette publique.....	5
3.3- Répartition du service de la dette publique par catégorie de créanciers	6
3.4- Evolution du principal de la dette.....	7
3.5- Évolution des intérêts de la dette publique.....	8
IV- ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	9
4.1-Evolution du taux d'endettement.....	9
4.2- Évolution de l'encours de la dette Publique	10
4.2.1- Évolution de l'encours hors arriérés	10
4.3- Encours avec arriérés du principal.....	11
4.4- Structure de la dette par catégorie de créanciers	12
4.5- Arriérés de la dette publique.....	13
4.6-Structure de l'encours de la dette publique par devises	14
4.7- Structure du portefeuille par taux d'intérêts.....	15
V- REGLEMENTS DE LA DETTE PUBLIQUE	16
5.1- Règlements de la dette intérieure	16
5.2- Règlements de la dette extérieure	16
VI- ANALYSE DES COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE	17
6.1- Conditions financières indicatives par bailleurs.....	17
6.2- Indicateurs de coût.....	18
VII. PARTICIPATION DE L'ETAT DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX	19
7.1- Situation des arriérés de contributions statutaires de l'État aux Organisations Internationales.....	19
CONCLUSION.....	20
ANNEXES.....	23

ANNEXES

ANNEXE 1 : STOCK A FIN 2018

Chiffres en millions de FCFA

CREANCIERS	ENCOURS HORS ARRIERES	ARRIERES A FIN DECEMBRE 2018			STOCK FIN DEC 2018
		PRINCIPAL	INTERETS	TOTAL	
DETTE EXTERIEURE	309 920,30	77 140,06	84 179,31	161 319,36	471 239,67
DETTE BILATERALE	99 244,30	72 318,33	83 240,17	155 558,49	254 802,79
ARABIE SAOUDITE	15 192,70				15 192,70
ARGENTINE		5 987,22	13 428,94	19 416,16	19 416,16
ASSISTANCE PUBLIQUE	327,98				327,98
BANQUE POSTALE	1 324,52				1 324,52
CHINE	22 788,19				22 788,19
IRAK		1 525,34	1 212,67	2 738,01	2 738,01
KOWEIT	12 086,10				12 086,10
TAIWAN		34 515,00	54 757,31	89 272,31	89 272,31
UAPT		1 056,37	0,00	1 056,37	1 056,37
GUINEE EQUATORIALE		3 000,00	586,50	3 586,50	3 586,50
LYBIE		7 012,00	416,22	7 428,22	7 428,22
INDE	26 122,15				26 122,15
CONGO	14 571,46				14 571,46
TELCO BG	6 831,20				6 831,20
CT-CONSOLIDES		3 570,40	194,41	3 764,80	3 764,80
SERBIE MONTENEGRO		13 652,00	11 848,62	25 500,62	25 500,62
FRANCE (Autres)		2 000,00	795,50	2 795,50	2 795,50
DETTE MULTILATERALE	210 676,00	4 821,73	939,14	5 760,87	216 436,87
FMI FEC	117 565,89				117 565,89
AID/BIRD	58 598,02				58 598,02
BAD					
BADEA	5 668,91				5 668,91
BDEAC	7 670,26				7 670,26
BEI					
FAD	9 216,13				9 216,13
FIDA	11 956,79				11 956,79
OFID		4 821,73	939,14	5 760,87	5 760,87
Contribution Oi					
DETTE INTERIEURE	112 463,98	49 725,89	0,00	49 725,89	162 189,87
BEAC	80 484,20				80 484,20
Contribution GABAC	697,92				697,92
Bques ciales titrisées	21 781,86				21 781,86
Autres					
EMIS.TITRES.BONS	9 500,00				9 500,00
Dettes croisées					
Dettes ciales fournisseurs		269,11		269,11	269,11
Dettes sociales		49 456,78		49 456,78	49 456,78
Autres dettes					
Autres arriérés sociaux					
Arriérés non ordonnancés validés					
TOTAL	422 384,28	126 865,95	84 179,31	211 045,25	633 429,53

Source : DDPE

**ANNEXE 2 : EVOLUTION DU STOCK DE LA DETTE ANNUELLE
A FIN 2018**

(CHIFFRE EN MILLIARDS DE FCFA)

Libellé	2016	2017	2018
Extérieur	379,52	426,61	471,24
Bilatérale	254,48	271,18	254,80
ARABIE SAOUDITE	10,70	12,39	15,19
ARGENTINE	19,42	19,42	19,42
ASSISTANCE PUBLIQUE	0,00	0,00	0,33
BANQUE POSTALE	0,00	0,00	1,32
CHINE	43,47	40,68	22,79
CONGO	18,21	18,21	14,57
CT-CONSOLIDES	3,36	3,76	3,76
FRANCE	0,24	0,00	0,00
FRANCE (Autres)	15,46	5,11	2,80
GUINEE EQUATORIALE	2,36	3,59	3,59
INDE	26,20	22,96	26,12
IRAK	2,74	2,74	2,74
KOWEIT	12,12	12,12	12,09
LYBIE	7,43	7,43	7,43
SERBIE MONTENEGRO	22,77	25,50	25,50
TAIWAN	68,94	89,27	89,27
TELCO BG	0,00	6,95	6,83
UAPT	1,06	1,06	1,06
Multilatérale	125,03	155,43	216,44
AID/BIRD	36,59	37,26	58,60
BADEA	6,43	5,45	5,67
BDEAC	7,84	7,84	7,67
Contribution Oi	5,80	0,00	0,00
FAD	0,61	9,22	9,22
FIDA	1,85	2,13	11,96
FMI FEC	65,91	87,78	117,57
OFID	0,00	5,76	5,76
INTERIEUR	206,73	178,93	162,19
Intérieur	206,73	178,93	162,19
Arriérés non ordonnancés validés	0,00	0,00	0,00
Autres	0,48	0,00	0,00
Autres arriérés sociaux	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	2,58	0,00	0,00
BEAC	78,49	80,48	80,48
Bques cciales	24,79	15,70	21,78
Contribution GABAC	0,28	0,28	0,70
Dettes cciales fournisseurs	13,98	9,30	0,27
Dettes croisées	4,37	0,00	0,00
Dettes sociales	72,26	63,67	49,46
EMIS.TITRES.BONS	9,50	9,50	9,50
Total général	586,25	605,54	633,43

Source : DDPE

ANNEXE 3 : EVOLUTION DE L'ENCOURS ET DES ARRIERES

Chiffres en milliards de FCFA

Libelles	2016	2017	2018
Dette publique totale	586,25	605,54	633,43
Encours	356,47	368,94	422,38
Arriérés	229,78	236,60	211,05
Dette extérieure	379,52	426,61	471,24
Encours	235,98	262,98	309,92
Arriérés	143,54	163,63	161,32
Dette intérieure	206,73	178,93	162,19
Encours	120,49	105,96	112,46
Arriérés	86,25	72,97	49,73

Source : DDPE

ANNEXE4 : EVOLUTION DES ARRIERES DE LA DETTE PAR CREANCIER

Chiffres en milliards de FCFA

Arriérés	2016	2017	2018
Dette extérieure	143,54	163,63	161,532
Dette Bilatérale	143,54	157,87	155,56
Taiwan	68,94	89,27	89,27
Argentine	19,42	19,42	19,42
Energo projekt	22,77	25,50	25,50
Libye	7,43	7,43	7,43
Guinée Equatoriale	2,36	3,59	3,59
Irak	2,74	2,74	2,74
Autres France	15,46	5,11	2,80
CTC	3,36	3,76	3,76
UAPT	1,06	1,06	1,06
Multilatérale	0,00	5,76	5,76
OFID	0,00	5,76	5,76
Dette Intérieure	86,25	72,97	49,73
Commerciale	13,98	9,30	0,27
Dettes sociales et autres	72,26	63,67	49,46
Total	229,78	236,60	211,05

Source : DDPE

**ANNEXE5 : EVOLUTION DES SERVICES DE LA DETTE
2016 - 2018**

Chiffres en milliards de FCFA

Libellé	2016	2017	2018
Extérieur	22,4	16,5	16,8
Bilatérale	9,7	5,5	5,8
ARABIE SAOUDITE	0,3	0,3	0,4
CHINE	2,2	2,5	0,2
KOWEIT	0,1	0,1	0,1
TAIWAN	3,2	0,3	
CONGO	2,3	0,5	4,1
INDE	1,7	1,9	
IRAK			
TELCO BG			0,5
BANQUE POSTALE			0,3
ASSISTANCE PUBLIQUE			0,3
CT CONSOLIDES	0,3	0,0	0,0
Multilatérale	12,7	11,0	11,0
AID/BIRD	0,5	0,5	0,5
BADEA	0,4	0,4	0,4
BDEAC			0,7
BEI			
FAD	0,0	0,0	0,1
FIDA	0,1	0,0	0,6
FMI FEC	11,7	10,1	8,7
INTERIEUR	27,0	21,9	26,2
Intérieur	27,0	21,9	26,2
BEAC			1,6
Bques cciales		0,6	3,3
Dettes croisées	1,2	0,5	0,5
AgiOS banques Cciales	1,8	1,8	1,8
EMIS.TITRES.BONS	19,0	19,0	19,0
Dettes sociales			
Dettes cciales fournisseurs	5,0		
Total général	49,40	38,3	43,0

Source : DDPE

**ANNEXE6 : EVOLUTION DES REGLEMENTS
2016 - 2018**

Chiffres en milliards de FCFA

Libellé	2016	2017	2018
Extérieur	15,1	17,2	16,6
Bilatérale	2,7	5,6	6,0
ARABIE SAOUDITE	0,2	1,3	0,2
CHINE			
KOWEIT	0,1	0,1	0,1
TAIWAN			
CONGO	2,3	3,5	4,1
INDE		0,5	0,9
IRAK	0,1		
TELCO BG		0,0	0,1
BANQUE POSTALE			0,3
ASSISTANCE PUBLIQUE		0,2	0,3
CT CONSOLIDES			
Multilatérale	12,4	11,5	10,5
AID/BIRD	0,5	0,5	0,5
BADEA	0,2	1,0	0,2
BDEAC		0,0	0,5
BEI	0,2		
FAD		0,0	0,1
FIDA	0,0	0,0	0,7
FMI FEC	11,5	10,0	8,5
INTERIEUR	19,0	20,8	47,0
Intérieur	19,0	20,8	47,0
BEAC		0,0	1,6
Bques cciales		0,6	3,2
Dettes croisées			
Agios banques Cciales			
EMIS.TITRES.BONS	19,0	19,0	19,0
Dettes sociales		0,0	14,2
Dettes cciales fournisseurs		1,2	9,0
Total général	34,1	37,9	63,5

Source : DDPE

COMITÉ DE RÉDACTION

Denise Ingrid TOMBIDAM

Directrice de la Dette et du Portefeuille de l'État, Experte en Finances Publiques

Jimmy- Clay BINGA

**Chef de Service des Études Économiques et Financières
Expert en Finances Publiques**

Dieu-Béni-Socrate DJAMAWA-ENDJIKPENO

**Chef de Bureau des Études Économiques
Expert en Macroéconomie Appliquée**